



**3<sup>e</sup> Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés  
Bruxelles, 14-20 mai 2001**

## **Le défi du financement du développement dans les pays les moins avancés**

***Les grands besoins en investissement des pays les moins avancés impliquent qu'une transition réussie visant à accroître la dépendance sur les ressources locales et sur les flux de capitaux privés exigera davantage, plutôt que moins, d'aide publique au développement.***

Les pays les moins avancés sont pris au piège avec des économies à faibles revenus qui sapent les très grands efforts qu'ils déploient pour améliorer les politiques économiques et réduire la pauvreté. D'une part, il existe des besoins d'investissement énormes. Les entreprises du secteur privé, surtout dans l'agriculture à petite échelle et le secteur urbain informel, sont sous-capitalisées. Il y a également un manque d'investissement choquant dans les infrastructures physiques, la formation des ressources humaines et la santé, le maintien d'un service civil efficace et la mise en application de l'ordre public. D'autre part, la latitude qui permettrait de faire face à ces multiples besoins de financement pour le développement en faisant appel à des ressources locales est limitée parce que la pauvreté est très répandue : de nombreuses personnes vivent au jour le jour, le secteur local des affaires est faible, et les ressources provenant des impôts sont limitées.

Des financements extérieurs sont essentiels pour échapper au piège. Mais les flux de l'aide diminuent, et même après une libéralisation large du commerce et du capital, qui a souvent été plus largement poursuivie que dans d'autres pays en développement dans les années 90, la plupart des pays les moins avancés n'attirent pas les entrées de capitaux privés. La dette extérieure, due pour la plupart à des créiteurs officiels, a également continué de s'accroître dans son ensemble pour les pays les moins avancés dans les années 90, malgré des mesures d'allègement de la dette de plus grande portée. Cela sape l'efficacité de l'aide, car une partie de la totalité des ressources de l'aide est utilisée pour faire face au service de la dette extérieure au lieu de promouvoir le développement économique et social. De même, les investissements privés et les prêts en provenance de l'étranger ne sont pas encouragés en raison de la menace que représente la dette, et les coûts des emprunts locaux signifient qu'il n'est pas profitable, pour de nombreuses entreprises locales prometteuses, d'investir pour créer les capacités dont ils ont besoin pour entrer dans la compétition sur les marchés internationaux.

Certains pays les moins avancés ont pu réaliser des démarrages de croissance économique et l'évidence montre que lorsque les niveaux des revenus augmentent dans les pays les moins avancés un effort important d'épargne locale s'ensuit. Mais en raison du très faible revenu par habitant dans la plupart des pays les moins avancés et de la croissance lente ou négative des taux de croissance par habitant, le potentiel de création d'un cercle vertueux entre les épargnes locales croissantes et les investissements ne se produit généralement pas. En outre, la taille des chocs des termes du commerce économique et les catastrophes naturelles est souvent bien plus grande que la taille des ressources locales que les pays les moins avancés doivent fournir au plan interne pour faire face à ces situations. C'est une source fondamentale de vulnérabilité des économies des pays les moins avancés qui rend fragile la croissance lorsqu'elle se produit.

### **Quelques facteurs clés**

- ◆ En termes de revenu par habitant, les flux réels de capital à long terme dans les pays les moins avancés ont diminué de 39 % entre 1990 et 1997 tout en augmentant en flèche dans d'autres pays en développement. Les flux de capital dans la plupart des pays les moins avancés ont été moins touchés par la crise financière asiatique que ne l'ont été les flux des autres pays en développement, mais la tendance à la baisse constante dans les flux de capitaux à long terme s'est poursuivie dans les pays les



Nations Unies

---

moins avancés. En 1998, les pays les moins avancés ont reçu moins de 4 % des capitaux à long terme destinés à tous les pays en développement, accusant une baisse par rapport aux 18 % de l'année 1987.

- ♦ La cause profonde de la tendance à la baisse est la diminution des flux financiers officiels. Les financements officiels ont constitué environ 89 % du total des flux de capitaux à long terme pour les pays les moins avancés dans leur ensemble au cours de la période 1990-1998. Seulement dans neuf pays parmi les moins avancés pour lesquels les données sont disponibles les flux privés constituent plus de 20 % du flux total de capitaux à long terme pendant cette période. Ce sont les pays suivants : Myanmar, Vanuatu, Angola, Guinée équatoriale, Iles Salomon, Maldives, Cambodge, Lésoto et la République démocratique populaire lao.
- ♦ L'aide décroissante accordée aux pays les moins avancés, si l'on considère la part nette des paiements de l'aide publique au développement (APD) au PNB des donateurs, a presque diminué de moitié dans les années 90. En 1990, le montant net de l'aide publique au développement des membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD) aux pays les moins avancés représentait 0,09 % de leur produit national brut (PNB) combinés, alors qu'en 1998 il n'était que de 0,05 %. En termes nominaux nets on estime que l'aide publique au développement des pays du CAD aux pays les moins avancés s'est élevée à un montant de 12,1 milliards de dollars US en 1998. C'était la troisième année consécutive de baisses ininterrompues, représentant une réduction de 4,5 milliards de dollars US depuis 1995. En termes réels par habitant, le montant net de l'aide du CAD a chuté de 45 % dans les années 90.
- ♦ Dans 29 pays parmi les 45 pays les moins avancés pour lesquels les données sont disponibles, les flux de capitaux privés ont été plus élevés à la fin des années 90 qu'au début des années 90. Mais 75 % des flux nets du FAD (Fonds d'assurance pour le développement), qui représentaient la composante majeure des flux privés en croissance en faveur des pays les moins avancés, ont été absorbés par seulement huit pays pendant la période 1995-1998 : Angola, Bangladesh, Cambodge, Guinée équatoriale, Myanmar, République démocratique populaire lao, Ouganda et la République-Unie de Tanzanie. Il n'y a que trois pays parmi les moins avancés dans lesquels l'accroissement des flux de capitaux privés ait été suffisant pour compenser les diminutions des financements officiels nets.
- ♦ Pour les pays les moins avancés pris dans leur ensemble, la valeur nominale des actions de la dette totale est passée de 121,2 milliards de dollars US en 1990 à 150,4 milliards de dollars US en 1998. En 1998, la valeur des actions de la dette extérieure des pays les moins avancés était égale à 101 % de leurs PNB combinés. La même année, le service total de la dette payée par les pays les moins avancés la même année était de 4,4 milliards de dollars US. Mais même à cette époque, 27 des 45 pays les moins avancés ne pouvaient s'acquitter eux-mêmes de leurs obligations du service de la dette. Cette année-là les arriérés accumulés représentaient 30,4 % des actions du total de la dette des pays les moins avancés dans leur ensemble cette année-là .

## **Problèmes particuliers**

### **Le potentiel des entrées de capitaux privés**

Les pays les moins avancés ont déployé des efforts majeurs pour attirer les capitaux étrangers dans les années 90. Dans le cadre des programmes de réforme économique de la Banque mondiale et du FMI, de nombreux gouvernements ont entrepris une vaste libéralisation économique. Alors que les restrictions aux investissements étrangers et à la libre entreprise sont supprimées, les considérations purement commerciales, ainsi que les imperfections du fonctionnement des marchés des capitaux internationaux, sont devenues de plus en plus importantes en tant que facteurs de dissuasion des entrées de capitaux privés.

Il y a des investissements rentables et des possibilités de prêts dans les pays les moins avancés. Mais les entrées de capitaux privés étrangers sont particulièrement dissuadées par les risques qui sont associés à la vulnérabilité aux chocs des pays les moins avancés et également par les hauts niveaux de la dette extérieure. Les coûts initiaux du développement des actifs, le manque de services d'appui pour les affaires, et l'insuffisance générale de financement des infrastructures physiques, sociales et administratives dans les pays les moins avancés sont également des facteurs importants qui ont une influence négative sur les investisseurs étrangers potentiels.

Mais les contraintes n'existent pas seulement au niveau national. Alors que les services d'information des affaires et les agences qui évaluent les risques ont accordé une attention accrue aux marchés émergents ces dernières années, la protection des pays les moins avancés reste très mince. En l'absence d'une documentation objective sur les possibilités d'investissement, des stéréotypes et des hypothèses négatives ont de l'emprise, en particulier dans l'atmosphère actuelle

---

de malaise financier mondial. Le volume et la taille de nombreuses affaires potentielles dans les pays les moins avancés sont également souvent jugés comme étant trop petits pour intéresser les acteurs mondiaux.

A long terme il est possible d'envisager de passer d'une dépendance à l'aide à une situation dans laquelle le développement est de plus en plus financé par des ressources locales et des entrées de capitaux privés. Mais les obstacles à l'investissement dans les pays les moins avancés ne peuvent être supprimés par l'activité du seul secteur privé, et les efforts des gouvernements des pays les moins avancés qui sont submergés ne peuvent suffire. La communauté internationale a un rôle à jouer.

*« Les grands besoins en investissement des pays les moins avancés impliquent qu'une transition réussie visant à accroître la dépendance sur les ressources locales et sur les flux de capitaux privés exigera davantage, plutôt que moins, d'aide publique au développement... Des efforts au plan des politiques nationales et internationales pour promouvoir une croissance économique, une réduction de la pauvreté et le développement durable dans les pays les moins avancés doivent tenir compte de la réalité; à savoir que non seulement les processus budgétaires et l'accumulation centrale des pays les moins avancés sont dominés par des ressources générées à l'extérieur et non pas des ressources locales, mais aussi que les entrées de capitaux à long terme sont dominés par l'aide. »*

*Les pays les moins avancés, rapport 2000 de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Genève.*

## **Le problème de l'efficacité de l'aide**

Un problème critique, à la fois pour les pays les moins avancés et pour leurs partenaires pour le développement, est de savoir comment accroître l'efficacité de l'aide. Tous sont d'accord sur le fait qu'il est essentiel que les politiques préconisées soient nationales et cela a mené récemment à des changements radicaux dans la façon dont l'aide est fournie aux pays pauvres.

Les donateurs cherchent à éviter les modalités de la coopération au développement qui par le passé étaient menées par les donateurs et dans lesquelles les plans « disponibles dans le commerce » étaient imposés, par le biais de politiques conditionnelles, sur les fonctionnaires du gouvernement qui savaient qu'elles étaient inappropriées compte tenu du contexte. Maintenant des stratégies nationales devraient être mises au point par les gouvernements eux-mêmes grâce à un processus de participation avec la société civile.

Les donateurs sont également convaincus que l'aide ne peut être efficace qu'à condition que les politiques nationales appropriées soient en place. Ils ont donc décidé de renforcer l'efficacité de l'aide en accroissant la sélectivité des flux de l'aide, en concentrant les ressources sur les pays qui ont en place des stratégies en faveur des pauvres.

Du point de vue des bénéficiaires de l'aide, les politiques nationales appropriées sont certes nécessaires, mais les changements dans les politiques des donateurs sont également essentiels. La volatilité des flux de l'aide et les délais de débours constituent de très graves problèmes pour la gestion du budget dans les pays les moins avancés. L'absence de coordination entre les activités des différentes agences qui fournissent l'aide et l'incapacité à intégrer leurs programmes dans les structures économiques locales et de gestion a compromis la durabilité des projets d'aide et le développement des capacités des gouvernements. Le problème de l'aide non liée aux pays les moins avancés n'est pas résolu, bien qu'elle accroisse inévitablement les coûts d'importation et réduise la compétition internationale. De même, des tensions demeurent encore entre la propriété nationale et la politique de conditionnalité des donateurs. Il n'apparaît pas encore clairement ce qui se passera si les processus de participation nationaux recommandent des stratégies nationales qui divergent de celles qui sont considérées comme acceptables par le FMI, la Banque mondiale et la communauté des donateurs.

Tous les actionnaires conviennent que le principe de partenariat est fondamental pour accroître l'efficacité de l'aide. Mais le degré d'efficacité qui permettra au nouveau régime de l'aide de réaliser un partenariat authentique reste encore à prouver.

## **L'initiative Highly Indebted Poor Countries (HIPC) et l'allègement de la dette**

Une initiative importante dont bénéficient de nombreux pays parmi les pays les moins avancés est la Highly Indebted Poor Countries Initiative (HIPC) renforcée. Les trois quarts des HIPC (31 des 41 pays couverts) sont parmi les pays les

---

moins avancés et dans 29 de ces pays la dette extérieure est considérée comme non soutenable même après avoir appliqué les mécanismes d'aide traditionnels.

L'initiative est importante, car elle permet un allègement multilatéral de la dette. Elle fournit également un modèle d'approche innovante permettant de financer l'allègement de la dette. Mais les attentes actuelles, s'agissant des bénéfices de l'initiative HIPC renforcée, doivent être soigneusement suivies.

L'espace fiscal supplémentaire qui est ouvert pour les pays les moins avancés grâce à l'aide de l'initiative HIPC n'est pas très important. Selon le rapport Development Cooperation 1999 de l'OCDE, la réduction moyenne du service annuel de la dette jusqu'en 2005 dans le cadre de l'initiative HIPC renforcée, comparée au service de la dette payé pendant la période 1993-1998 pour le Burkina Faso, le Mozambique et l'Ouganda, ne serait que de 6 à 8 % de l'APD nette en 1997. Les prévisions des exportations qui sous-tendent l'attente selon laquelle le montant de l'allègement de la dette fourni est suffisant pour permettre d'échapper de façon durable à la menace de la dette sont trop optimistes, en particulier à la lumière des baisses récentes des prix des produits de base. Enfin, les flux d'aide vers les pays les moins avancés, y compris ceux qui ne connaissent pas de conflits, sont en baisse, réduisant ainsi les bénéfices de l'aide de l'initiative en faveur des HIPC.

Cependant, il ne faut pas croire que la dette extérieure est un problème du passé qui a maintenant été efficacement résolu.

**Pour plus de renseignements, contacter :**

CNUCED

Muriel Scibilia, Téléphone : 41-22-907-5828/5725

E-mail : [muriel.scibilia@unctad.org](mailto:muriel.scibilia@unctad.org)

Alessandra Vellucci, Téléphone : 41-22-907-5828/4641

E-mail : [alessandra.vellucci@unctad.org](mailto:alessandra.vellucci@unctad.org)